

FRONT OUVRIER

ORGANE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION SYNDICALES

Directeur-gérant : M. Pannetier
17, rue de Normandie, Créteil (Seine)
C.C. Postal : Paris 5259-15

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS
SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Abonnement 12 numéros).... 40 fr.
Abonnement de soutien..... 100 »
Le numéro..... 4 »

Notre camarade Vallière, du Comité de rédaction de « Front Ouvrier », est un des responsables de la tendance de « l'Ecole Emancipée » du Syndicat national des Instituteurs. Au Congrès confédéral, le 8 avril, Vallière a développé à la tribune le programme constructif que les syndicalistes révolutionnaires proposent à la C. G. T. pour résister à l'offensive patronale contre les conditions de vie des travailleurs.

N. D. L. R.

Voici son discours :

Je suis mandaté par un certain nombre de sections départementales du Syndicat des Instituteurs pour voter contre le rapport d'activité présenté ce matin par Benoit Frachon. Je voudrais, non m'en excuser, mais m'en expliquer. Je me bornerai cependant à ne relever que quelques-uns des points du rapport moral qui mériteraient de l'être.

A la libération, la classe ouvrière pouvait abattre le patronat

Au lendemain de la libération à laquelle la classe ouvrière de notre pays a tant contribué, d'énormes possibilités sociales s'offraient aux travailleurs organisés. Rappelez-vous, camarades. La défaite militaire du nazisme et la chute du régime vichyssois pouvaient être suivies d'une refonte complète de notre régime économique et social si la centrale syndicale et les partis ouvriers impulsaient une politique hardie, vigoureuse, révolutionnaire. La libération nationale pouvait être le prélude de la libération sociale. Le moment était favorable. Le soutien essentiel du capitalisme, à savoir le fascisme, était écrasé. Notre bourgeoisie, profondément divisée et affaiblie ; son armée de classe n'existait pratiquement plus. Les trusts venaient de subir une lourde défaite qui les rendait vulnérables. L'Etat bourgeois et sa bureaucratie étaient ébranlés jusqu'à leur base. Des éléments d'un nouvel Etat populaire s'étaient formés : les C.L.L., les C.D.L., les F.F.I. les milices patriotiques. Un peu partout, des initiatives surgissaient en faveur de la gestion ouvrière des entreprises. La C.G.T. sortait de la clandestinité et devenait l'organisation de très loin la plus puissante de ce pays. Ses possibilités apparaissaient comme immenses ; il lui suffisait de coordonner les initiatives éparses, de les systématiser, de les impulser, de donner une doctrine cohérente à ses innombrables militants livrés à leur seul instinct de classe. Comme en 1936, plus qu'en 1936 peut-être, tout était possible si la direction confédérale comprenait son rôle car le patronat de droit divin était déconsidéré, désorienté ou démoralisé.

Travailler d'abord, revendiquer ensuite

Au lieu de cette politique de classe, conforme à ses buts statutaires et aux possibilités exceptionnelles du moment, nous avons vu la C.G.T. s'endormir dans l'euphorie patriotique, sacrifier ses intérêts profonds à l'unanimité nationale, collaborer au sein du C.N.R. avec des hommes et des partis qui, la suite l'a montré, avaient pour dessein moins d'abattre le fascisme que d'instaurer un pouvoir personnel et de replâtrer l'édifice capitaliste. Nous avons vu la C.G.T. apporter son appui de fait aux gouvernements successifs, collaborer avec une partie du patronat sous prétexte qu'elle était patriote. Nous l'avons vu se rallier au programme du C.N.R., puis à celui de la Délégation des gauches et renoncer au sien propre. Loin de jeter à bas sans délai les privilèges oppresseurs, la direction confédérale — sans distinction de tendance — s'est limitée à des démarches auprès des ministres, auprès des services gouvernementaux mal épurés ou non épurés et sa position est résumée par la formule :

Où cela nous mène-t-il ? Les semaines, les mois passent. La bourgeoisie surmonte son désarroi, la classe ouvrière perd son dynamisme. Le grand patronat, resté maître des leviers de commande, freine la reprise économique ; les travailleurs, sous-alimentés, écrasés par un marché noir plus florissant que jamais, voient s'amenuiser inexorablement leur pouvoir d'achat tout en s'éxténuant à gagner la bataille de la production dans le cadre du capitalisme.

Le blocage des salaires c'est l'abaissement du pouvoir d'achat des masses

Comment se présente la question capitale des salaires ? De façon angoissante. J'ai cherché vainement dans le rapport confédéral qui traite de ce problème des chiffres précis montrant l'affaiblissement considérable du salaire réel, la dégringolade continue du pouvoir d'achat. Le rapport est muet sur ce point et ce silence est significatif. Autant ce rapport s'étend avec complaisance sur des points secondaires autant il se tait lorsqu'il s'agit de chiffrer le recul du niveau de vie des travailleurs. De renseignements officiels il ressort que l'indice du coût de la vie a passé de 100 à 850 entre 1938 et décembre 1945 cependant que celui des salaires passait, dans le même temps, de 100 péniblement à 350. Cela signifie pratiquement que le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit de près des 3/5, exactement de 57 %.

De février à novembre 1945, alors que les salaires n'ont subi aucune augmentation substantielle, les prix des principaux produits de consommation ont subi une hausse de 70 %. Sacrifices à sens unique, bien entendu. Notons que parallèlement le patronat a accru ses profits : alors qu'en 1938, les

profits s'élevaient au 1/3 de la masse monétaire en circulation, en 1945, ils sont montés à près de la moitié.

Dans de telles conditions, décréter le blocage des salaires, comme l'a fait le gouvernement Guoin, c'est décréter que la classe ouvrière, après avoir fait les frais de la guerre, doit faire ceux de la reconstruction. Il paraît que le gouvernement actuel est un gouvernement « ami ». Dans les paroles, peut-être ; dans les actes, non. Et les actes, seuls, comptent. Le blocage des salaires et traitements avec un pouvoir d'achat officiellement diminué de 57 % par rapport à 1938, alors qu'une nouvelle bourgeoisie de mercantis et de trafiquants s'enrichit à millions sur la misère générale, alors que des milliards ont été dépensés pour massacrer les Indochinois désireux de se libérer, alors que des dizaines et des dizaines de milliards continuent de disparaître dans le gouffre de l'armée, alors que les marges bénéficiaires des intermédiaires restent scandaleuses, ce blocage des salaires et traitements renforce la position patronale et constitue avant tout un acte antiouvrier.

Le blocage des prix, que l'on nous promet toujours, n'est qu'un leurre. On nous l'a promis cette fois encore, naturellement. Tout en augmentant le tabac, les chemins de fer, etc. Le ministre lui-même y croit-il au blocage des prix ? Certainement pas. Mais du moment, n'est-ce pas, que les militants syndicaux y croient ou font semblant d'y croire, le but n'est-il pas atteint ? Semer les illusions et la division parmi la classe ouvrière.

Eh bien ! non ! nous ne marchons pas dans cette tromperie dont les travailleurs, et eux seuls, font les frais. Nous savons que les salaires resteront bloqués puisque les patrons y ont intérêt tandis que les prix continueront de monter, en dépit des pieuses homélies gouvernementales. Nous savons que cette politique se traduira par une diminution nouvelle du pouvoir d'achat, par une misère accrue. Et ce n'est pas parce que c'est un gouvernement soi-disant ami qui la pratique que les organisations syndicales doivent l'accepter. On jure un arbre à ses fruits et un gouvernement aux conséquences de sa politique. Accepter le blocage des salaires, ce serait de la part du mouvement syndical trahir sa mission qui est et reste la défense des revendications immédiates indépendamment des partis et des hommes au pouvoir.

Revalorisation du salaire minimum vital garantie par l'échelle mobile des salaires

Par une lutte revendicative résolue, la C. G. T. doit mettre un terme à l'abaissement du niveau de vie des travailleurs.

Il convient, en premier lieu, d'exiger un salaire minimum suffisant. Puisqu'en février 1945, la C.G.T. posait la revendication de 23 francs de l'heure pour le manoeuvre, soit 4.000 francs mensuels, et que le coût de la vie depuis s'est élevé de 70 %, c'est 39 francs de l'heure, soit 6.800 francs mensuels, qu'il faut réclamer maintenant.

Ce minimum vital revalorisé doit s'accompagner de garanties quant à la stabilité du pouvoir d'achat ainsi obtenu. Libres à certains de faire confiance au gouvernement pour bloquer les prix, nous préférons, quant à nous, réclamer pour atteindre ce but deux moyens efficaces : d'abord l'échelle mobile, ensuite le contrôle ouvrier sur les livres de compte.

Nous ne faisons pas de l'échelle mobile la panacée universelle, mais nous estimons qu'elle constituerait un palliatif sérieux à condition d'être basée sur des indices des prix établis mensuellement par des commissions paritaires et qu'elle serait un élément efficace de stabilisation du coût de la vie.

Bloquer les salaires et laisser les prix vagabonder, voilà la politique du gouvernement tripartite. Bloquer rapidement les prix en surveillant leurs mouvements et en réglant sur eux la marche des salaires, voilà la seule position ouvrière possible.

Le contrôle ouvrier des prix de revient et des bénéfices patronaux par l'élargissement du pouvoir de gestion des comités d'entreprise et l'abolition du secret commercial serait une autre mesure efficace pour stabiliser le coût de la vie.

Revalorisation du minimum vital, échelle mobile et contrôle ouvrier nous paraissent être les trois bases essentielles de la politique que la C.G.T. doit prendre en matière de salaires.

Bilan du mot d'ordre confédéral « Produire »

Venons-en au problème de la production : voilà 18 mois que le mot d'ordre confédéral est : « Produire, produire. » Avec un ensemble touchant, ministres et secrétaires confédéraux, députés, secrétaires fédéraux entonnent l'hymne à la production. A entendre leur refrain on pourrait croire, ma foi, que la classe ouvrière se complait dans une douce oisiveté en vivant sans doute de ses rentes. C'est aux ouvriers, en effet, et non aux patrons, que ces discours s'adressent. Et c'est au nom de cette politique de production que l'on freine ou que l'on condamne depuis la libération tous les mouvements revendicatifs de la classe ouvrière.

Par un effort gigantesque, les mineurs, dans les conditions de

travail les plus mauvaises, ont presque atteint la production de charbon de 1938, mais il faut constater que la part de charbon réservée à l'industrie varie entre le tiers et la moitié de ce qu'elle était avant la guerre. Ce qui signifie que la consommation du charbon assure les besoins courants, mais qu'elle est incapable de propulser une large reprise de l'industrie française. La stagnation de la consommation de charbon dans l'industrie démontre le marasme de la production industrielle. Quelques chiffres puisés à bonne source (j'appelle bonne source les services mêmes de Marcel Paul et d'André Philip) feront apparaître plus clairement ce marasme.

La production de fonte atteint 35 % de son niveau d'avant la guerre, d'acier 45 %, de locomotives 26 %, de wagons 20 %. Stagnation complète dans la production de ciment, d'engrais azotés. Sous-production également dans le domaine des textiles.

Malgré que la classe ouvrière ait servi avec discipline les mots d'ordre de production de la C.G.T., la reprise reste donc plus aléatoire que jamais. Nous sommes en régime capitaliste et c'est ce que certains ont trop tendance à oublier.

Les paysans fournissent à la collecte des cuirs et peaux 72 % du tonnage d'avant la guerre mais la production du cuir ne s'élève qu'à 52 %. Où passe la différence de 22 % ? Vous savez où. Même constatation quand on étudie le circuit qui passe de la production de cuir à celle de la chaussure.

Le service de statistique a publié des indices d'activité industrielle. En posant l'indice 100 en janvier 1945 il a calculé l'indice mensuel du chiffre d'affaires et celui du salaire horaire moyen de l'ouvrier travaillant dans les branches considérées.

De janvier à juillet 1945, l'indice du chiffre d'affaires passe de 100 à 222, celui du salaire horaire de 100 à 153. Ainsi il apparaît que si la production industrielle stagne, le chiffre d'affaires grossit considérablement ; ce qui signifie que les prix s'élèvent beaucoup plus vite que l'accroissement de la production. L'argument du Bureau confédéral, selon lequel plus la production s'élèvera plus les prix diminueront, tombe. Dans le système capitaliste, les patrons ne recherchent que les profits, et toute production se transforme beaucoup plus en bénéfices qu'en augmentation du pouvoir d'achat ouvrier. De plus, l'augmentation relative plus forte des prix anéantit toute hausse des salaires.

Mais si, ne bornant pas notre examen à l'indice général du chiffre d'affaires, nous en venons à l'indice du chiffre d'affaires dans chaque branche industrielle, nous ferons d'importantes constatations :

De 100 en janvier 1945, l'indice passe en juillet 1945 pour la production des métaux à 391, pour la sidérurgie à 457, pour la fonderie à 406, pour l'automobile à 271, pour le textile à 170, pour l'habillement à 153, pour l'industrie du cuir ainsi que pour la fabrication des chaussures à 142.

Ainsi ce sont les industries les plus concentrées, celles où les trusts dominent qui voient leur chiffre d'affaires faire des bonds énormes, alors que les industries où domine la petite production voient leur chiffre d'affaires opérer une progression beaucoup plus lente. Une conclusion s'impose : tous les efforts de la classe ouvrière, tous ses sacrifices n'aboutissent qu'à accroître les bénéfices des trusts. Il y a donc un vice dans la politique de la C.G.T. puisque, pour le moment, « la lutte-production », conçue à la façon du Bureau confédéral, loin d'être une forme de lutte contre les trusts, n'aboutit qu'à les renforcer.

M. Henry Ford demande aux chefs syndicalistes de veiller au rendement

J'ai ici une citation extraite d'un journal que je voudrais vous laisser le soin de deviner. Je vais vous la lire sans en indiquer l'auteur, voulant vous laisser la surprise :

« Nous sommes persuadés (et toute la population, les ouvriers en particulier seront de notre avis) qu'un terrible danger vous menace si la production n'augmente pas dans de larges proportions... Nous croyons aussi que la seule route qui nous conduira vers la paix et la prospérité est celle du travail. Travaillons pour produire en laissant de côté toute autre considération. C'est le premier devoir des chefs syndicalistes que de veiller au maintien du rendement »

Reconnaissez, camarades, que ces paroles sont tout à fait semblables à celles que l'on entend dans la bouche des responsables actuels de la C.G.T. et que vous trouveriez normal que je les aie extraites d'un organe syndical.

Je dois dire que la citation est tirée d'un éditorial du *Figaro* et qu'elle reproduit des paroles de M. Henry Ford, le grand maître des trusts des Etats-Unis.

Le premier devoir des chefs syndicalistes n'est pas de veiller au maintien du rendement, il est de veiller à ce que le bien-être et la liberté des ouvriers qui les mandatent, ne soient pas encore une fois foulés au pied par une nouvelle nationalisation capitaliste.

D'autre part, proportionner le salaire au rendement, ce n'est en rien résoudre les problèmes de la production, car ceux-ci sont moins un problème de rendement individuel qu'un problème d'organisation et de lutte contre le patronat. D'autre part, je m'étonne que notre C.G.T. abandonne son opposition traditionnelle aux salaires au rendement ; tous les méfaits de celui-ci ont été dénoncés depuis bien longtemps. Le salaire au rendement permet toutes les manœuvres patronales, introduit la division dans les rangs du mouvement ouvrier et, en définitive, se retourne contre les ouvriers.

Comment assurer la reprise ?

Entendons-nous bien. Nous ne disons pas que les problèmes de la production ne se posent pas, nous disons qu'ils sont mal posés par la C.G.T.

Nous disons, nous, que la lutte pour la reprise passe par la lutte contre le capitalisme et qu'il faut engager le combat pour un plan ouvrier de production, élaboré par la C.G.T. et exécuté sous contrôle ouvrier. Ce plan, le Congrès des Instituteurs l'a ainsi défini :

1° L'expropriation des industries-clés et la nationalisation du crédit sans indemnité ni rachat, sauf pour les petits actionnaires ;

2° Le contrôle effectif de la production, de l'emploi ou en est fait, des commandes, de l'embauche et de la comptabilité par

les délégués des travailleurs dans les comités d'entreprise ayant voix délibérative ;

3° L'établissement d'un plan commun de la production, par coordination aux échelons locaux, départementaux et nationaux, de ces comités d'entreprise ;

4° Le soutien et le développement des coopératives de production, d'achat et de vente, dans les milieux artisanaux et particulièrement l'agriculture, en collaboration avec la C.G.A. ;

5° L'orientation de la production et son accroissement vers les œuvres de paix et de première nécessité ;

6° La revalorisation des salaires et des traitements et l'amélioration du niveau de vie des masses laborieuses ;

9° Le prélèvement sur la fortune acquise et la confiscation des biens des traités.

La politique confédérale désarme la classe ouvrière devant le patronat

Toute autre politique syndicale va à l'encontre du but poursuivi. Les besoins non satisfaits des masses laborieuses risquent de les retourner contre la C.G.T. si celle-ci persiste dans son orientation actuelle. La puissance de la C.G.T. lui confère de lourdes responsabilités dans le marasme actuel. Les ouvriers syndiqués se découragent et sont démoralisés par la vanité de leurs efforts : ils n'ont jamais tant peiné et si mal vécu ; leur sort n'a jamais été aussi précaire alors que la C.G.T. n'a jamais été aussi forte en effectifs. Gare à la désaffection des masses envers une organisation syndicale qui s'obstine à soutenir ou à ne pas combattre des gouvernements incapables d'assurer une reprise parce qu'ils ne veulent pas lutter contre le capitalisme.

Les paysans peuvent, eux aussi, se retourner un jour contre les dirigeants de la C.G.T. pour leur dire : « Vous avez de beaux communiqués de victoire, victoire dans la bataille du charbon, dans celles de l'acier, des textiles, etc. Mais, pour nous, il n'y a pas de machines agricoles ni d'engrais. Vous avez si bien abattu les trusts qu'ils n'ont jamais autant fait de bénéfices. »

Aurons-nous la mémoire courte au point d'avoir oublié qu'une des raisons maîtresses qui ont facilité l'accès au pouvoir de Mussolini et de Hitler a été la carence du mouvement ouvrier ?

La France, actuellement, est dans un état qui rappelle par plusieurs côtés celui de l'Italie et de l'Allemagne après la première guerre mondiale.

Même exaspération des luttes partisans, même impuissance des partis au pouvoir à sortir le pays de l'ornière, même prolifération de la bureaucratie, même misère des transports et de la production, même fuite ou dissimulation des capitaux, même fiscalité dévorante, même faiblesse de la monnaie, même dégoût du pays à l'égard des luttes électorales. Et surtout même incapacité des organisations syndicales et des dirigeants syndicaux à préconiser des mesures novatrices, révolutionnaires et à les faire entrer dans les faits, même incapacité à abattre un régime historiquement condamné ; même impuissance de leur part à maintenir et à améliorer le standard de vie ouvrier, à provoquer l'enthousiasme de la classe ouvrière ; même souci de leur part de limiter l'action syndicale à des délégations, à des démarches, à la politique de présence et d'écartier l'action directe des masses elles-mêmes.

C'est ainsi, le passé est là pour le confirmer, que l'on prépare le terrain au fascisme ou au pouvoir personnel d'un Bonaparte quelconque.

Seule l'action contre le patronat et l'Etat

Il est temps pour la C.G.T. de modifier son orientation et ses méthodes d'action.

Pour réaliser le programme ouvrier de reconstruction dont j'ai donné tout à l'heure les grandes lignes, il est vain de compter sur la seule politique de présence.

Seule l'action résolue et hardie contre le patronat, patriote ou non, et son Etat peut, en protégeant les conditions de vie des travailleurs, sauver le pays de l'immense catastrophe économique et financière qui avance à grands pas.

Seule une action résolue et hardie de la C.G.T., en y comprenant la grève qui reste l'arme la plus efficace pour résister à l'offensive des trusts, permettra aux larges masses laborieuses des villes et des campagnes de surmonter la dévalorisation qui s'insinue devant les échecs et les déceptions qui constituent le terrain le plus sûr à une renaissance non française mais fasciste.

La C.G.T. ne doit pas appuyer un gouvernement où, sous couvert de répartition, siègent les représentants des trusts. Ainsi que l'a déclaré le Congrès des Instituteurs : « le syndicalisme doit donner son plein appui à une coalition, dans le pays et au gouvernement, des partis ouvriers, à condition que l'action de ces partis reste conforme au plan établi par la C.G.T. et que celle-ci conserve son droit de contrôle et d'action autonomes. »

Tout cela suppose un mouvement syndical sain, c'est-à-dire une C.G.T. indépendante et démocratique. Je ne reviendrai pas sur les décisions du C.C.N. de septembre qui ont provoqué des remous au sein de notre centrale.

En conclusion, nous demandons avec force au Congrès de prendre conscience du fait que le capitalisme a fait faillite, qu'il n'apporte plus désormais aux travailleurs que la misère, la souffrance, le chômage et la guerre et qu'il faut, non le renflouer, non prolonger son agonie, mais l'abattre. Il faut donner au prolétariat conscience de sa mission historique de fossoyeur de la bourgeoisie, il faut lui rendre sa confiance en lui-même et en son destin révolutionnaire. La pause n'a que trop duré. Il faut répondre : non, sans tarder, à la question cruciale : est-ce à la classe ouvrière de faire les frais de la reconstruction après avoir fait ceux de la guerre ? Il faut traduire dans une résolution sans équivoque et par des actes concrets cette soif de changement qui anime les travailleurs, éternelles victimes des divers impérialismes qui se disputent le monde. Pour empêcher la démoralisation de gagner la classe ouvrière, démoralisation provoquée aussi bien par la pratique du réformisme que par la subordination du mouvement syndical au mouvement politique, la C.G.T. doit faire confiance aux méthodes d'action directe et de lutte de classes ; elle doit reprendre l'effort entrepris en juin 1936 par la révolte ouvrière ; elle doit rester fidèle à sa riat et du patronat.